

VERS UN CABINET PAINLEVÉ. — KERENSKY CONTRE KORNILOF

EXCELSIOR

Huitième année. — N° 2492. — 10 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON

Mardi
11
SEPTEMBRE
1917

RÉDACTION : 20, rue d'Enghien, Paris
Téléphone : Gutenberg 02.73 - 02.75 - 13.00
ADMINISTRATION : 88, av. des Champs-Élysées
:: : Téléphone : Wagram 57.44 et 57.45 ::
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France..... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Étranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 38 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, B^{is} des Italiens. - Tél. : Cent. 80-88
:: PIERRE LAFITTE, FONDATEUR ::

M. JUSTIN GODART SUR LE FRONT DE MACEDOINE



LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT DU SERVICE DE SANTÉ, ACCOMPAGNÉ DU MÉDECIN-INSPECTEUR RUOTTE, VISITE LES DÉCOMBRES DE MONASTIR



M. JUSTIN GODART ET LE GÉNÉRAL SARRAIL PRÈS D'UN POSTE AVANCÉ, EN ALBANIE, A 3 KILOMÈTRES DES LIGNES AUTRICHIENNES

M. Justin Godart, sous-secrétaire d'Etat du Service de Santé, s'est rendu dernièrement sur le front de Macédoine, où il a inspecté les ambulances et toutes les installations sanitaires de l'armée d'Orient. Il a manifesté sa satisfaction des services rendus

par tout le personnel médical et infirmier dont le dévouement et le travail ont vaincu les difficultés relatives à la question des transports et aux conditions climatiques. M. Justin Godart est ensuite allé en Italie et a visité les lignes conquises sur le Carso.

M. PAINLEVÉ ACCEPTE DE FORMER LE CABINET

Il fera un ministère d'union, dont l'action nationale et militaire sera des plus énergiques.

Ainsi que nous l'avions fait prévoir, c'est à M. Painlevé que M. Poincaré a fait appel, hier matin, pour former le nouveau cabinet. Auparavant, le président de la République avait conféré avec les présidents de la Chambre et du Sénat, qu'il avait fait appeler une seconde fois à l'Élysée.

M. Painlevé réserva tout d'abord sa réponse définitive. Dans la soirée, il retour-



M. PAUL PAINLEVÉ

naît chez le président de la République et lui faisait connaître qu'il acceptait la mission qui lui avait été offerte.

En sortant de l'Élysée, M. Painlevé nous a dit :

J'ai déclaré au président de la République que j'allais tenter de former un cabinet où tous les partis seraient représentés, cabinet d'union, d'action nationale et militaire la plus vigoureuse possible.

Le ministère de la Guerre continuera ce matin ses démarches.

M. Painlevé a vu, dans l'après-midi d'hier, les présidents de la Chambre et du Sénat ; M. Ribot, président du Conseil démissionnaire ; M. Clemenceau, président de la commission de l'armée du Sénat, et M. Renoult, président de la commission de l'armée de la Chambre.

Comme président du groupe du parti radical et radical-socialiste, M. René Renoult a également fait part à M. Painlevé des intentions de son groupe.

M. Painlevé recevra ce matin les délégués du groupe du parti socialiste.

L'après-midi à la Chambre

A la Chambre, où l'on avait su le matin que M. Painlevé avait été appelé à l'Élysée, les colloques n'ont cessé de présenter la plus vive animation. Tous les députés s'accordaient pour prévoir le succès des démarches du ministre de la Guerre, qui était assuré de ne pas rencontrer chez les socialistes l'opposition à laquelle s'était heurté M. Ribot.

Plusieurs réunions ont été tenues. Le comité directeur du groupe du parti radical et radical-socialiste, auquel s'étaient joints les membres du parti présents à Paris, a examiné la situation politique et « déterminé la conduite à tenir dans la crise actuelle ».

Son président, M. René Renoult, a été chargé de faire part de ses décisions à M. Painlevé.

Nous croyons savoir que M. René Renoult a reçu du comité directeur la mission d'attirer l'attention de M. Painlevé sur l'importance numérique du groupe et l'utilité d'en tenir compte dans la répartition des portefeuilles. D'autre part, en présence des attaques provoquées par certains scandales, le comité directeur aurait exprimé son désir de voir le nouveau gouvernement revenir aux principes de défense républicaine et demandé que les portefeuilles de l'Intérieur et de la Justice fussent confiés à des personnalités du groupe radical et radical-socialiste.

Les socialistes avaient simplement confirmé à leurs délégués, MM. Albert Thomas, Renaudel, Moutet, Adrien Vacher et Hubert Rouger, le mandat d'entrer en pourparlers, au nom du groupe, avec M. Painlevé.

Sur l'initiative de M. Joseph Denais et de quelques-uns de ses amis, un certain nombre de députés républicains modérés ont décidé de convoquer à bref délai leurs collègues, en vue d'examiner la situation politique dans ses rapports avec la défense nationale.

Enregistrés maintenant, avec les réserves qui conviennent, quelques bruits qui circulaient hier soir au Palais-Bourbon :

Dans la future combinaison, M. Painlevé conserverait le portefeuille de la Guerre ; M. Chaumet, celui de la Marine ; M. Clémentel, celui du Commerce.

M. Steeg resterait à l'Instruction publique, l'Intérieur devant être confié à M. René Renoult.

M. Albert Thomas demeurerait ministre de l'Armement ; M. Loucheur, sous-secrétaire d'État aux Fabrications de guerre.

On citait, d'autre part, les noms de MM. Stephen Pichon, Jonnart, Pams, Barthou, Varenne et René Besnard.

Le glorieux palmarès de nos aviateurs

OFFICIEL. — Dans les journées du 8 et du 9 septembre, cinq appareils allemands ont été abattus en combats aériens.

Au cours des dernières semaines nos pilotes ont poursuivi la série de leurs exploits et ont obtenu les résultats suivants :

Le capitaine Guynemer a porté à cinquante le nombre des appareils allemands qu'il a détruits ;

Le sous-lieutenant Nungesser a remporté sa trentième victoire et le capitaine Heurteaux sa vingtième ;

Les sous-lieutenants Madon, Ortol, Lufbery, les adjudants Fonck et Jailler ont chacun pour leur part descendu leur dixième adversaire.

EST-CE UN COUP D'ÉTAT QUE KORNILOF A VOULU TENTER EN RUSSIE ?

Il a sommé Kerensky de lui remettre le pouvoir. Kerensky lui enlève son commandement

PETROGRAD, 10 septembre. — Le général Kornilof a remis à M. Kerensky un ultimatum lui demandant pleins pouvoirs pour constituer un nouveau gouvernement. M. Kerensky a répondu en demandant que le général Kornilof résignât son commandement et quittât l'armée. (Radio.)

La cause du grave événement politique qui vient de se produire à Petrograd n'est que trop claire. Son caractère et sa nature se laissent moins facilement préjuger. On ne peut dire qu'une chose : c'est sans étonnement que le monde apprendra que le chef de l'armée a essayé de rétablir l'autorité gouvernementale en Russie.

Le général Kornilof a-t-il tenté un coup d'État, au sens vrai et classique du mot ? A-t-il voulu substituer à son profit le pouvoir militaire au pouvoir civil ? Son intention était-elle seulement de donner un avertissement nouveau au gouvernement provisoire et de renouveler, sous une forme plus pressante et plus propre à frapper les imaginations, le cri d'alarme qu'il avait poussé à Moscou ? Ou bien a-t-il voulu rendre le pouvoir au parti cadet ?

Le fait que le prince Lvov, l'ancien chef du premier gouvernement qui a succédé à la monarchie, ait été chargé de prier Kerensky de se démettre de ses fonctions est en faveur de cette dernière hypothèse. Le général Kornilof ne paraît pas, en tout cas, avoir eu une idée très nette de la manière dont les coups d'État réussissent. Il pouvait se douter d'avance de la réponse que ferait Kerensky : c'est par la destitution immédiate du général que le chef du gouvernement a riposté.

Quelle que fût l'intention véritable du général Kornilof, il va sans dire que sa tentative ne pouvait réussir que s'il avait l'armée ou une importante fraction de l'armée avec lui. C'est la condition essentielle du succès pour un 18 Brumaire. Il ne semble pas que la tentative de Petrograd remplisse cette condition. Dans ce cas, Kornilof, au lieu de devenir dictateur, risque de n'être qu'un factieux. — J. B.

Un manifeste de Kerensky

PETROGRAD, 10 septembre. — Le président du Conseil des ministres, M. Kerensky, a publié la proclamation suivante :

Le membre de la Douma Lvov, arrivé à Petrograd, me somme, de la part du général Kornilof, de remettre tout pou-



GÉNÉRAL KLEMBOWSKY

Avant la nouvelle bataille de Livonie

L'accalmie continue en Livonie. Aujourd'hui encore, on ne signale que des engagements d'avant-postes sur la ligne de la douzième armée russe s'est arrêtée.

Les seules voies de communication utilisables pour les transports d'une armée, au milieu des marais de Livonie, sont la route et la voie ferrée de Riga à Pskov qui, jusqu'aux abords de Wenden, sont parallèles, à quelques centaines de mètres de distance. L'une et l'autre sont barrées par le plateau de Wenden. Il y a trente kilomètres entre l'extrémité occidentale de ce plateau, où les Russes ont établi leur ligne avancée, et Wenden. La distance de Wenden à Pskov est de 120 kilomètres en ligne droite. De Pskov à Petrograd, il reste encore 170 kilomètres à franchir dans un terrain coupé de lacs, de marais et de cours d'eau.

Le danger qui menace Petrograd n'est donc pas immédiat, tout au moins par voie de terre. Restent les risques d'un débarquement. Pour avoir des conséquences militaires, ce débarquement devrait se faire dans la partie septentrionale du golfe de Riga, vers Pernov, de manière à tourner, par Walk, les positions de Wenden. C'est, en effet, à Pernov que les Allemands avaient tenté de débarquer, sans d'ailleurs y parvenir, lors de leur première attaque contre Riga. Cette fois encore la flotte russe fait bonne garde et peut, par le détroit de Moon, se porter soit dans le golfe de Finlande, pour couvrir Revel, soit dans le golfe de Riga.

Jean VILLARS.

voir civil et militaire au généralissime, qui formera un gouvernement nouveau.

L'authenticité de cette sommation de Lvov me fut ensuite confirmée par le général Kornilof lui-même, à la suite d'un entretien par fil direct télégraphique de Petrograd au grand état-major. Considérant cette sommation adressée en ma personne au gouvernement provisoire comme une tentative par certains milieux de la population de profiter de la situation difficile du pays pour y établir un état de choses contraire aux conquêtes de la Révolution, le gouvernement provisoire reconnut nécessaire de me charger, pour le salut de la patrie et du régime républicain, de prendre les mesures urgentes indispensables pour couper à la racine tous les attentats contre le pouvoir suprême et les droits des citoyens acquis par la Révolution.

Aussi, je prends, pour le maintien dans le pays de la liberté et de l'ordre public, toutes les mesures que j'annoncerai en temps opportun à la population.

En même temps j'ordonne :

1° Le général Kornilof remettra sa charge au général Klembovsky, commandant en chef les armées du front Nord barrant actuellement l'accès de Petrograd, et le général Klembovsky sera chargé provisoirement des fonctions de généralissime tout en restant à Pskov ;

2° Je déclare en état de siège la ville et le district de Petrograd. J'appelle tous les citoyens au calme pour maintenir l'ordre nécessaire au salut de la patrie et pour que l'armée et la flotte accomplissent tranquillement, fidèlement leur devoir de défense de la patrie contre l'ennemi extérieur.

Le nouveau généralissime

PETROGRAD, 10 septembre. — Le général Klembovsky, né en 1860, commandait en 1914 le 16^e corps d'armée. En 1915, il était nommé chef d'état-major de l'armée opérant sur le front du Sud-Ouest qui, au début de la grande offensive de printemps dirigée par le général Broussilof, réussit à percer les lignes autrichiennes à Olyka.

En juin dernier, il fut désigné pour commander en chef le front Nord en remplacement du général Dragomirov.

Les maximalistes préparaient un coup de force

PETROGRAD, 8 septembre (retardée en transmission). — Demain, 9 septembre, à l'occasion du demi-anniversaire de la révolution russe, le Soviet organise une quarantaine de meetings et des quêtes dans toute la Russie pour renforcer ses ressources pécuniaires.

De leur côté, les socialistes, les démocrates et les maximalistes de Petrograd, voulant, eux aussi, marquer ce jour, avaient annoncé depuis quelque temps déjà qu'ils préparaient une action armée contre le gouvernement provisoire, et dans quel but.

Aujourd'hui, veille de l'action armée annoncée, le général Vassilievsky, gouverneur militaire, a fait placer une proclamation invitant les habitants à garder le calme et à ne pas se laisser prendre par la panique et les assurant que toute tentative pour provoquer des désordres sera réprimée sans merci.

Selon les journaux du soir, le gouvernement provisoire discuterait de son côté, ce soir, les mesures nécessaires contre l'action projetée par les maximalistes, et la Vecherine Vremia croit savoir que tous les membres du cabinet sont unanimes sur le caractère décisif de ces mesures.

A la dernière heure, on communique que les maximalistes, voyant cette contre-action énergique, auraient renoncé à leur projet subversif.

Jean Christophe a-t-il, comme on l'en accuse, assassiné sa sœur ?

CLERMONT-FERRAND, 10 septembre. — Jean Christophe, accusé du meurtre de sa sœur, a comparu ce matin devant le conseil de guerre de la 13^e région.

Très riche, la famille Christophe vivait ici dans un hôtel particulier de la rue des Sablons, lorsque la guerre éclata. Le chef parti pour le front comme capitaine d'artillerie ; Mme Christophe resta seule avec ses deux enfants : son fils Jean, l'inculpé d'aujourd'hui, mobilisé sur place comme secrétaire d'état-major ; sa fille, Marie, la victime de ce dernier, d'après l'acte d'accusation.

Celle-ci mourut, dans la nuit du 12 au 13 août 1915, et l'on admit que c'était des suites, assez imprévues, d'un incendie. On crut, en effet, qu'elle avait été assommée dans son lit par la chute d'une partie du plafond détachée par les flammes.

Les résultats de l'autopsie et la déposition d'un voisin contribuèrent à rendre suspects tout à la fois et l'accident et l'incendie.

On soupçonna Mme Christophe et son fils d'avoir mis le feu pour tenter de donner à cette mort une explication naturelle.

Il y eut une longue instruction au cours de laquelle deux juges furent dessaisis. Mme Christophe, devant la cour d'appel de Riom, bénéficia d'un non-lieu, cependant que l'inculpé, laissé en liberté provisoire sous caution de 50.000 francs, était renvoyé devant un conseil de guerre.

L'accusation avait d'ailleurs été amenée à abandonner l'inculpation d'outrages à la suite de l'examen médical de Jean Christophe. Or, il semble bien que celui-ci n'ait été mis en cause qu'à la suite des constatations faites sur le corps de la victime.

Ce fait essentiel des violences n'en demeure pas moins le point de départ du mystère comme il était celui de l'accusation.

LA SUEDE EN DEMEURE D'EXPLIQUER SON ROLE

C'est l'Angleterre qui se chargera de faire à Stockholm les démarches nécessaires.

La violation de la neutralité commise par la Suède ne pouvait manquer d'avoir des suites immédiates. Une intervention vigoureuse est donc sur le point de se produire à Stockholm.

C'est l'Angleterre, première et principale intéressée dans la question, qui se chargera de faire au gouvernement suédois les représentations nécessaires. En effet, c'est le câble anglais qui, par un surcroît d'indécatesse, servait aux diplomates suédois à la transmission des dépêches allemandes.

Déjà, comme on le sait, en 1915, l'Angleterre avait eu l'occasion de se plaindre à Stockholm de faits semblables. On peut compter qu'après cette récidive sa demande de satisfaction sera particulièrement énergique.

A Londres

LONDRES, 10 septembre. — L'agence Reuter apprend que le ministre suédois arrivé ce matin de bonne heure à la légation, revenant de la campagne, fit part de son intention de rendre visite dans le courant de la journée au ministre des Affaires étrangères, mais il déclara être sans nouvelles de son pays.

Le retour à Londres du ministre argentin, qui est en ce moment sur le littoral, n'est pas attendu avant mercredi.

L'impression est que la première démarche doit venir de la Suède. En attendant, il paraît probable que, sauf les télégrammes du comte Wrangel, aucun télégramme chiffré vers la Suède ne sera permis.

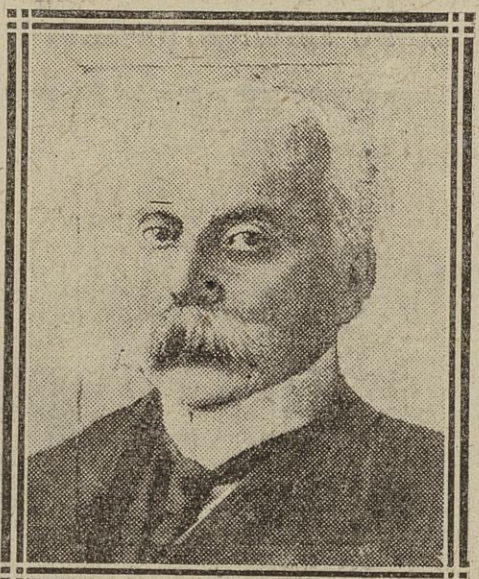
Chez le ministre d'Argentine à Paris

A la légation de la République Argentine à Paris, la révélation des intrigues allemandes a causé une sensation profonde. M. de Alvear, ministre plénipotentiaire en France, a bien voulu nous confier combien grave était la situation.

L'Allemagne a pris vis-à-vis de mon pays l'engagement formel de ne pas torpiller ses bateaux. Revendra-t-elle sur cette promesse en se solidarissant avec les déclarations de son ministre à Buenos-Aires ? C'est seulement lorsque le gouvernement argentin sera fixé sur ce point qu'une décision utile pourra être prise. En attendant, tout commentaire serait superflu. Je n'ai reçu, d'ailleurs, aucune communication officielle de Buenos-Aires.

Chez le ministre de Suède

A la légation de Suède, c'est le mutisme complet. La situation du ministre est évidemment devenue fort délicate. Aussi le comte Gyldestolpe se retranche-t-il dans la réserve la plus absolue.



COMTE DE GYLDESTOLPE

Que disait celle-ci ? Le frère a tué sa sœur pour faire disparaître les traces de ses forfaits. Il a ensuite allumé l'incendie pour faire disparaître les traces du meurtre. En matière de crime, ce qui est compliqué peut ne pas cesser d'être ingénieux.

Si l'on écarte l'hypothèse des violences, on ruine donc en même temps l'hypothèse du meurtre et de l'incendie devenus nécessaires. A quel mobile aurait-ils donc cédé l'inculpé ? Toute l'énigme est là.

Quoi qu'il en soit, deux faits ne cessent pas d'être certains : la victime a subi des violences et un commencement d'incendie a éclaté dans sa chambre.

Ici il y a lieu d'observer que l'imbroglio succède au mystère : le meurtre a été commis au rez-de-chaussée, le cadavre a été retrouvé au premier étage.

La famille émet l'hypothèse qu'un individu a pénétré dans la maison et a commis les trois crimes : outrages, meurtre et incendie volontaire.

Mais il ne saurait être pourtant question d'un cambrioleur ordinaire : rien n'a été volé dans le riche hôtel au cours de cette nuit tragique. Faut-il croire alors que l'inculpé ne visait que l'honneur de la victime ? Faut-il admettre que la jeune fille cachait un roman dans sa vie et que, surprise par son frère, celui-ci se serait brusquement érigé en justicier la traitant comme une coupable ?

Le drame deviendrait alors purement romanesque et la justice s'est refusée d'aller aussi loin dans l'in vraisemblable.

(Voir en Dernière Heure le compte rendu de la 1^{re} audience.)

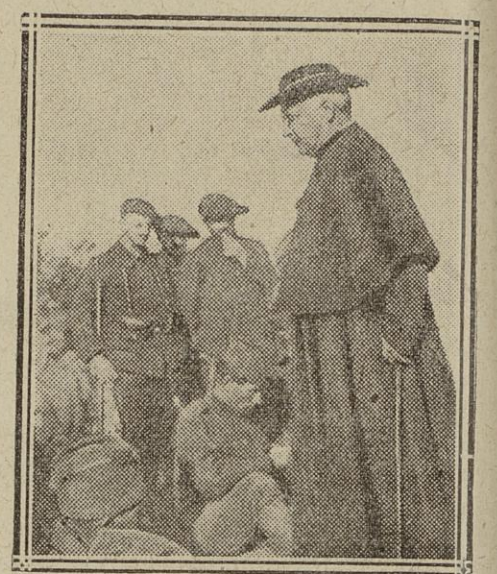
ÉCOLE Boulevard Poissonnière, 19 PIGIER
Rue de Rivoli, 53
Commerce, Comptabilité, Sténo-Dactylo, Langues, etc.

UN ENTRETIEN AVEC MONSIEUR BOLO

Le distingué prédicateur ne peut admettre que son frère soit coupable de trahison.

SAINT-GEORGES-SUR-CHER (De notre envoyé spécial). — A-t-on songé en parcourant, un sourire narquois aux lèvres, les détails racontés dans les journaux sur le romanesque Bolo pacha que cet homme a une famille sérieuse, bien posée, et que cette famille souffre cruellement de la triste publicité faite autour de son nom ?

Je ne prétends certes pas défendre ni at-



MGR BOLO, AUMONIER A CORFOU

taquer l'homme sur lequel la justice intervient en ce moment, mais j'ai tenu à aller rendre visite à son frère, Mgr Bolo, l'éloquent prédicateur.

Mgr Bolo habite dans le charmant village de Saint-Georges-sur-Cher, aux environs de Blois, une modeste maison campagnarde.

Engagé volontaire dès le début de la guerre, le prêtre a fait deux années de campagne assez dures comme aumônier de marine et il passe dans sa retraite isolée le congé de convalescence que lui ont valu une blessure à la jambe et des fièvres contractées à l'armée d'Orient.

Accueillant à tous, Mgr Bolo m'avait reçu sans défiance, en souvenir d'anciennes relations ; mais dès que je prononçai le nom de son frère, je vis sa figure s'assombrir, sa main se lever dans un geste suppliant. Il me dit :

— Non, je vous en prie, ne me mettez pas en cause dans cette triste affaire. Certes, personne ne songe à me rendre solidaire de mon frère, mais quand je songe que la-bas, en mer, sur les navires où j'ai navigué, des officiers qui sont mes amis lisent chaque jour mon nom à propos de ces infamies, j'éprouve une tristesse profonde...

— Et pourtant, continua le prêtre, est-ce ma faute si ce gamin que j'ai perdu de vue il y a exactement vingt-huit ans, a eu depuis une existence aventureuse ? Je ne sais rien de sa vie depuis le moment où vicariaire d'une paroisse marseillaise, je m'étais occupé de lui pour le présenter aux excellentes relations que je possédais dans cette ville.

Il y eut un accueil inespéré et il en profita pour faire certaines frasques que je mis d'abord sur le compte de sa jeunesse, mais, dès ce moment, je lui retirai mon appui et lui signifiai qu'il eût à se débrouiller tout seul.

Et il s'est débrouillé, le gaillard, car il était très intelligent et instruit... Oui, je sais bien, on a raconté un tas de choses ridicules ; qu'il avait été coiffeur de dames et vendeur de vin de messe, sous mon couvert. Mais tout cela est faux, car l'instruction très complète qu'il avait reçue à l'Institut Barnave de Marseille lui permettait de choisir d'autres professions.

D'ailleurs, je vous le répète, je l'ai perdu de vue depuis cette date éloignée, mais je savais qu'il avait réussi, c'est-à-dire qu'il était riche, si tant est que cela soit réussi, et je n'en étais pas étonné. Aujourd'hui encore, malgré tout ce qu'on écrit sur lui, je ne veux pas croire à sa culpabilité ; non, je n'y crois pas...

Et ici le prêtre articula d'une voix forte : — Je trouve même inique de traiter comme un coupable en matière aussi grave et dans des conditions aussi bizarres le prévenu que l'on laisse libre et qui n'est même pas nettement accusé. Je ne comprends pas qu'on puisse, avant même que la justice se soit prononcée, salir comme on le fait une vieille et honorable famille dont, actuellement, quatorze membres sont sous les drapeaux.

Le prêtre reprit :

— Non, je n'admets pas qu'un fils né de notre brave homme de père et de notre sainte mère, puisse être traité à son pays. Mes grands parents étaient Lyonnais et notre père, ingénieur des mines à Saint-Etienne, est venu ensuite à Marseille où, après un séjour de cinquante années, il a laissé la mémoire d'un homme aimé et estimé de tous.

Tenez, ces jours-ci, me revient toujours un souvenir d'enfance qui hante mes nuits sans sommeil.

En 1870, j'étais un collégien et je sortais avec mon père dans la rue, quand notre attention fut attirée par une affiche placardée sur la porte de la préfecture. Mon père la lut et, aussitôt, je le vis pâlir et se mettre à pleurer. Il venait d'apprendre l'entrée des Allemands à Chartres. Et vous voudriez que le fils de cet homme soit un traître ? Non, c'est impossible... impossible !

Il était inutile de prolonger cette entrevue pénible et je me levai pour prendre congé. En me reconduisant à travers son charmant et modeste domaine, Mgr Bolo me disait :

— Envoyez-moi des coupures sur ce qu'on dit de ce malheureux garçon... Vous voyez où je vis ; on est loin de tout, perdu... Je ne sais rien... Après tout, cela vaut peut-être mieux...

Et, d'un pas lassé, le prêtre remonta les degrés du perron en m'envoyant de la main un adieu plein de tristesse. — JULES CHANCEL.

LES CONTES D'EXCELSIOR

LORD HURRICANE (1)

LA DERNIÈRE ESCALE

PAR A. LARISSON

L'Anadyomène s'étant amarrée dans le port de Gibraltar, lord Hurricane vint sur le spardeck où je devisais avec Sarah, et, tendant son bras court vers le rocher, aveuglant sous le soleil, dit :

— Cela est beau, n'est-ce pas ?

Nous avions, le matin même, franchi le cap Spartel, au milieu d'un véritable feu d'artifice de torpillages. Il y avait plusieurs sous-marins allemands des deux côtés du détroit, qui jouaient avec des troupes de patrouilleurs de tout âge et de tout type, parmi lesquels l'Anadyomène avait, un ou deux jours, lié la vaine partie de courir après les insaisissables pirates. Je n'osais pas dire au vieux lord que le scénario effort naval de l'Angleterre se trouvait là en défaut. A quoi bon chagriner mon hôte ? J'allais le quitter. Ici se terminait mon embarquement sur l'Anadyomène et bientôt le Djebel-Tarik me mènerait à Tanger-la-Bleue.

Votre esprit nous a déjà quittés, n'est-ce pas ? dit Sarah après un silence.

— Ma pensée reviendra souvent auprès de vous, répondis-je émollement ému.

Mais aussitôt mon émoi se changea en colère en entendant lord Hurricane assurer de sa voix gringante :

— Je pense que vous regretterez quelquefois l'Anadyomène. Ce n'est pas le luxe du bateau de Vanderbilt, mais j'ose dire que c'est plus confortable et que mon chef est un des meilleurs de l'Europe.

— En vérité, monsieur, m'écriai-je, vous prenez un soin singulier de découvrir toute affection !

— Ainsi, répliqua-t-il, serai-je mieux assuré de n'en avoir aucune qu'à une sympathie vraiment sincère. Mais ne prenez nul souci de cela ! Je n'ai pas besoin de votre affection ni d'aucune autre.

Sarah ne protesta que du regard. Mais quelle éloquence dans ses beaux yeux !

— Ma chère, reprit le vieux lord, il est temps, je crois, d'en finir avec le roman que vous et moi avons failli commencer sous les auspices de monsieur. Il m'a amené un homme, intéressant en vérité, et auquel je me fusse attaché, mais qui a préféré à mon amitié un cabanon marseillais où il mangera des oursins sur une table de marbre. J'ai sauvé la vie à Aristide Plissonnière. Je ne lui fais aucun reproche et même je le reverrai volontiers, mais enfin il se soucie peu de moi. Quant au commandant Bouysol, je ne le crois pas en état, même avec quelques galons de plus et les citations les plus glorieuses, de subvenir aux besoins d'une personne comme vous. Vous ne dépensez pas tout à fait deux mille livres sterling par an. Ce n'est pas une somme !... mais enfin vous souffrirez d'avoir moins et ni lui ni vous ne vous accommoderez, je pense, d'être à ma charge. Ainsi, si vous m'en croyez, vous n'y penserez plus.

— J'y penserai toujours ! s'écria Sarah, toute droite, et toute pâle, et presque tragique avec la grande cicatrice qui, semblant ravivée, barrait sa joue, d'un seul trait. M'avez-vous appris à traiter les choses du cœur comme un passe-temps sans conséquence ?

J'étais assez gêné de me trouver en tiers dans cette scène de famille. Heureusement le maître d'hôtel vint me tirer d'embarras en m'apportant une enveloppe. C'était un télégramme adressé au consulat de France, pour m'être remis à mon passage. Je m'éloignai et lui dis :

« Prière d'informer lord Hurricane que je constitue à Bouysol dot de deux cent mille francs ; l'assure de mon amitié et reconnaissance et lui dire de faire connaître si projet mariage doit être pris au sérieux ou si je dois confirmer notre amitié dans l'idée que ce n'est que rêve. — Aristide Plissonnière. »

J'apportai directement le papier à lord Hurricane. Il le lut.

— Il y aurait de quoi rire, dit-il enfin, si ce n'était pas touchant. Sarah, le capitaine Aristide Plissonnière me propose de vous acheter deux cent mille francs pour son ami Bouysol !... C'est un beau prix pour une esclave, mais vous êtes une personne libre.

Sarah secoua sa tête, autour de laquelle ses cheveux éparpillaient la lumière.

— Je ne suis pas libre !

Lord Hurricane alluma sa pipe, en tira posément quelques bouffées et reprit :

— Si, vous êtes libre, libre de faire ce que vous voudrez. Je n'ai pas d'objection contre Bouysol et j'ajoute : il me plaît.

Je saluai. Déjà la vedette accostait pour me conduire au Djebel-Tarik. Je me dirigeai vers la coupée, accompagnée par le lord et sa fille. Avant d'en franchir le seuil, je baisai la main à Sarah. Lord Hurricane me tendit les siennes d'un geste affectueux qui me surprit.

Je partis. Dans le port, un groupe de torpilleurs appareillait, la vedette croisa leurs sillages. L'Anadyomène n'était plus, parmi les patrouilleurs de toute taille et de tout type, qu'une silhouette un peu plus élégante. Et Sarah n'était plus, sur le spardeck, qu'une petite ombre d'une grâce délicate. Que cela m'apparut fragile, au milieu des périls de la grande guerre ! J'eus tout à coup le cœur étrangement serré, comme si, à cette minute même, m'assaillait le pressentiment de ce qui devait arriver... Ni moi, ni personne au monde ne devions jamais connaître le sort de cette belle Anadyomène, qui ne revint pas en Angleterre et disparut dans son voyage de retour, sans laisser un survivant ni une épave.

A. LARISSON.

FIN

(1) Voir Excelsior des 30 mai, 13, 19, 26 juin, 3, 10, 17, 23, 31 juillet, 7, 14, 21, 28 août et 4 septembre.

5 HEURES DU MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES DU MATIN

LA BESOINE SUSPECTE DU MINISTRE DE SUÈDE A WASHINGTON

LONDRES, 10 septembre. — Le correspondant du Daily Chronicle à New-York télégraphie les renseignements suivants que publie le Providence Journal sur la complicité suédoise dans le complot allemand :

La découverte d'une propagande d'espionnage allemand dans l'Amérique du Sud ne peut que confirmer ce que l'on sait sur les activités de même ordre dirigées dans cet hémisphère par M. Engerken, ministre de Suède à Washington. Le gouvernement américain a en mains depuis plus d'un an et demi des faits qui montrent que le représentant du gouvernement suédois s'est fait l'instrument docile du comte Bernstorff et qu'il a secrètement usé de son privilège diplomatique pour transmettre les messages allemands par la voie de Stockholm. La saisie de la malle scellée du sceau officiel suédois, dans les bagages de Bernstorff à Halifax, vint fournir une nouvelle preuve de cette duplicité et acheva de démontrer que l'ambassadeur d'Allemagne et le ministre de Suède travaillaient de concert à tromper le gouvernement américain.

Le gouvernement américain aurait également des preuves que l'envoi de Bernstorff à Stockholm, par le gouvernement allemand, après son départ forcé de l'Amérique, faisait partie d'un complot pour créer des troubles en Russie et que cette mission de Bernstorff en Suède aboutit à l'envoi en Russie de plusieurs centaines d'émigrants allemands. Le mouvement séparatiste de l'Ukraine en particulier aurait été entièrement dirigé par von Bernstorff avec la connivence du gouvernement suédois.

Ce qui peut résulter des élections suédoises

STOCKHOLM, 10 septembre. — Le nombre des députés élus jusqu'à présent représente le septième des futurs membres de la nouvelle Chambre suédoise.

Selon le correspondant du Daily Mail à Stockholm, on suppose généralement que les conservateurs auront dans le nouveau Parlement une soixantaine de sièges au lieu de 80. Les libéraux en occuperont sans doute 70 au lieu de 57. Les socialistes, qui comptaient 87 membres dans l'ancienne Chambre, pourront revenir avec une centaine de mandataires. Le parti zimmerwaldien, qui s'était séparé de M. Branting, paraît n'avoir eu aucun succès.

On ne sait pas encore ce qui arrivera après les élections, lorsqu'une majorité socialiste et libérale très forte fera face à la minorité des conservateurs. Le roi peut hésiter à appeler au pouvoir M. Branting et à chercher à maintenir en charge les conservateurs ; des difficultés assez graves pourraient dans ce cas surgir.

La rentrée du Reichstag serait ajournée

ZURICH, 10 septembre. — Le bruit court qu'en raison des difficultés politiques actuelles la rentrée du Reichstag allemand, qui avait été fixée au 26 septembre, aurait été ajournée jusqu'au 2 octobre.

LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS

Front français

14 HEURES. — En Champagne et en Argonne, des coups de main heureux sur les tranchées allemandes nous ont permis de ramener du matériel et des prisonniers.

Sur les deux rives de la Meuse, la lutte d'artillerie s'est poursuivie toute la nuit avec violence.

Nous avons complété nos succès du 8 dans le secteur des Fosses-bois des Caubiers, réduit des îlots de résistance et fait de nouveaux prisonniers.

Les Allemands n'ont pas renouvelé leurs tentatives dans cette région.

De nouveaux renseignements confirment l'importance de l'échec qu'ils ont subi dans la journée d'hier.

Leurs contre-attaques se sont succédé avec acharnement, en dépit des pertes extrêmement lourdes que leur infligeaient nos feux.

En plusieurs points, nos troupes ont repoussé jusqu'à cinq assauts successifs et anéanti en partie les unités allemandes qui montaient à l'attaque.

Nuit calme partout ailleurs.

23 HEURES. — Sur la rive droite de la Meuse, actions d'artillerie violentes dans la région de la cote 344 et du bois des Fosses.

Journée calme partout ailleurs.

Front britannique

13 HEURES. — En dépit des combats à la grenade menés par les Allemands sur notre nouveau front, nous avons, pendant la nuit, consolidé les positions conquises par nous hier au sud-est d'Hargicourt.

La nuit dernière, un coup de main ennemi a été repoussé à l'est de Loos. Les reconnaissances allemandes ont attaqué, par trois fois, nos petits postes à l'est d'Armentières ; elles ont été chaque fois rejetées.

La nuit dernière, au cours de rencontres de patrouilles, au nord-est de Monchy-le-Preux et au nord de Langemarck, nous avons fait un certain nombre de prisonniers.

22 HEURES. — Il convient d'ajouter aux prises signalées ce matin un certain nombre de prisonniers faits cette nuit, au cours des patrouilles vers Lagnicourt.

Une opération de détail nous a permis de faire, la nuit dernière, un certain nombre de prisonniers au sud-est de Saint-Julien. Au cours d'un coup de main allemand exécuté sur un de nos avant-postes au sud-est de Saint-Jeanshoek, quelques-uns de nos hommes ont disparu. Un poste a été ultérieurement réoccupé par nos troupes.

Activité des deux artilleries à l'est d'Ypres. Un épais brouillard a considérablement gêné les opérations aériennes dans la journée du 9. Le travail en liaison avec l'artillerie a été poursuivi autant que possible. Quelques bombes ont été jetées de jour et de nuit sur les terrains d'aviation ennemis.

Trois appareils allemands ont été abattus et quatre autres contraints d'atterrir désemparés. Cinq des nôtres ne sont pas rentrés.

Front italien

Sur le front du Trentin, des détachements ennemis en reconnaissance ont été mis en fuite par nos postes avancés de la cime de Cady (Tonale), de la région de Zurez (à l'est du lac de Garde) et du col de Lana.

En Carniole, une attaque contre nos positions du mont Gra-

L'ACTIVITÉ INLASSABLE DES PATROUILLEURS ANGLAIS SUR TOUT LE FRONT

(OFFICIEL) 20 heures. — Il est impossible de rendre compte dans le communiqué quotidien des nombreux événements qui surviennent tous les jours et toutes les nuits sur l'étendue du front. Des actions imposent de durs combats à des petits détachements de troupes et exigent de hautes qualités de courage et d'endurance.

Nos patrouilles opèrent sans cesse, aussi bien sur le front de bataille que dans les secteurs généralement considérés comme calmes. Des détachements vont de jour et de nuit reconnaître les réseaux de l'ennemi, l'état de ses tranchées, l'importance de leur garnison, les emplacements de mitrailleuses et les points d'appui. Ils rapportent des renseignements de la plus haute importance, après avoir souvent eu à combattre des patrouilles ou des groupes de travailleurs. Il leur arrive fréquemment de faire subir des pertes importantes à l'ennemi et de ramener des prisonniers. Quelques exemples permettront d'apprécier ce genre d'opérations.

Un petit détachement appartenant à une division écossaise se trouvait à une date récente, de part et d'autre d'une piste vers la route de Bapaume à Cambrai. Au bout de deux heures il réussit à surprendre deux détachements ennemis, à leur tuer un certain nombre d'hommes et à leur faire prisonnier sans avoir éprouvé de perte.

Dans l'après-midi du 24 août un sous-officier néo-zélandais qui avait traversé une rivière à la nage a pu reconnaître pendant cinq heures et demie la rive allemande du cours d'eau. Il est revenu le soir même à l'aide d'un radeau qu'il avait découvert. Deux heures après il traversait de nouveau la rivière sur son radeau avec une patrouille de trois hommes, surprenait un petit poste allemand et ramenait les hommes sains et saufs après avoir tué toute la garnison du poste.

Au cours des combats livrés pour la possession du Knoll, à l'est d'Epéhy, à la fin du mois dernier, un petit détachement appartenant aux troupes de la région du Nord a pénétré, sans subir aucune perte, dans un poste ennemi au sud-est du Knoll, jeta des grenades dans l'abri voisin et détruit les travaux de défense. Dans le même secteur, une patrouille de cavalerie indienne à pied, occupant un petit bois, fut attaquée par un détachement ennemi et forcée de se replier. Contre-attaquant aussitôt, elle réussit à nettoyer le bois en ne perdant que 4 hommes.

Un autre jour, des patrouilles britanniques rencontrèrent un gros détachement allemand travaillant à ses réseaux dans le secteur d'Havraincourt. Nos hommes ouvrirent le feu avec leurs fusils Lewis et les Allemands laissèrent la moitié de leur effectif dans les fils de fer.

Les troupes qui occupent nos avant-postes sont astreintes à la plus stricte vigilance. Vers la fin d'août, une petite patrouille allemande tenta d'enlever un poste tenu par des hommes de la région du Nord, au nord de la Scarpe. Un des ennemis fut fait prisonnier et les autres tués. Vers la même époque, deux détachements ennemis tentaient d'aborder des postes occupés par des troupes anglaises, à l'est de Wytchaete. Pris à courte distance sous le feu de nos fusils Lewis, ils furent rejetés, laissant douze hommes dans notre ligne.

LA PREMIÈRE AUDIENCE DE L'AFFAIRE CHRISTOPHLE AU CONSEIL DE GUERRE

(Suite de notre dépêche de la deuxième page)

Aujourd'hui, après lecture du long rapport rédigé par le capitaine instructeur, l'accusé est revenu sur les épisodes de la nuit du crime. Il a été appelé par sa mère. Il a pu éteindre le commencement d'incendie qui gagnait les rideaux du lit sur lequel sa sœur s'était évanouie. Il pratiqua les tractions rythmées de la langue, trop pris par l'émotion pour remarquer la forte blessure à la tête. Il a cru tout d'abord à un accident. Ce n'est qu'après avoir pris connaissance des constatations médicales qu'il comprit qu'un crime sans nom avait été commis.

Pour lui, qui protestait hautement de son innocence, le doute n'est pas possible et il soutient la thèse du crime accompli par un cambrioleur.

Le colonel d'Arnouville, qui préside les débats, estime inadmissible un tel système de défense. La chambre de l'accusé n'était séparée de celle de sa sœur que par une mince cloison. N'aurait-il rien entendu avant les appels de sa mère ? Le crime aurait-il pu être perpétré sans bruit, c'est-à-dire sans défense de la part de la victime ?

Mais Jean Christophle ne s'élève que plus énergiquement contre ceux qui l'accusent d'un crime qu'il ne pouvait commettre et qui, en fait, n'aurait pas eu de cause.

Mme Christophle, premier témoin entendu, confirme les explications de son fils : elle a été réveillée par un bruit de contrevents qui se fermaient brusquement.

Après l'incendie et la mort de sa fille, elle accepta l'hypothèse, émise par le docteur Gautrez, que la mort avait été causée par la chute des plâtres. Elle est persuadée aujourd'hui que Marie Christophle a été assassinée par un cambrioleur.

Elle élève une protestation véhémentement contre la partie du rapport qui émet l'hypothèse que Jean Christophle aurait surpris sa sœur en compagnie d'un amant, que celui-ci se serait sauvé et que le frère aurait alors tué sa sœur. Elle affirme la parfaite honorabilité de Marie Christophle.

On entend ensuite les deux plus proches voisins de l'hôtel du cours Sablon, le docteur Gautrez, qui fut appelé à faire les premières constatations, ainsi que Mme Gautrez, qui s'étaient rendus auprès de la mère de la victime ; ils déclarèrent avoir entendu beaucoup de bruit dans la maison Christophle.

Les dépositions d'Elisa Desbordes, une petite bonne au service de la famille Christophle, et d'une employée n'apportent aucune précision nouvelle.

Un sous-lieutenant pilote porté disparu

LYON, 10 septembre. — Le sous-lieutenant pilote Robert Ravarin, fils de M. Fleury Ravarin, ancien sénateur du Rhône, a disparu, dans la nuit du 2 au 3 septembre, dans les lignes allemandes, au cours d'un raid de bombardement en Belgique.

Ce que l'on dit à l'étranger

LES REVELATIONS DE M. LANSING

Les Daily News : Il y a lieu d'agir prudemment en attendant les explications du gouvernement suédois. N'agissons pas inconsidérément, pensons que nous avons en M. Branting un ardent défenseur de notre cause.

Le Daily Chronicle :

Nous hésitons encore à croire que le gouvernement suédois ait approuvé la conduite monstrueuse de ses fonctionnaires, conduite qui reflète la mentalité d'une partie de l'aristocratie et des cercles officiels suédois qui reçoit son éducation et ses idées d'Allemagne.

Les Alliés, appuyés par la grande majorité du peuple suédois, comptent que le gouvernement de la Suède désavouera et punira sans retard les fonctionnaires coupables.

Le Times :

La Suède ne peut pas espérer que les Alliés, les Etats-Unis, la République Argentine, tous les neutres, qui ont été lésés, permettront qu'elle continue à user de ses privilèges de neutre.

Le Morning Post :

L'Argentine est maintenant à même de savoir si un Allemand est un hôte désirable dans un pays libre. A l'Argentine de régler ses propres affaires, mais si elle reste neutre, les Alliés ne pourront la protéger contre le renouvellement de pareilles mésaventures. Malgré la gravité des révélations, il est bon d'attendre des explications du gouvernement suédois avant de prononcer que la Suède accuse est inexcusable de violation de neutralité et de parole donnée.

Une mise au point

Le Petit Parisien précise ainsi les conditions dans lesquelles M. Albert Thomas a été amené à résilier son concours à M. Ribot, refus qui a entraîné celui de M. Painlevé et de plusieurs des collaborateurs choisis par le sénateur du Pas-de-Calais :

Dimanche matin, M. Ribot avait dit à ses collaborateurs éventuels qu'il se croyait sûr du concours de M. Albert Thomas. Et ce n'est que dans l'après-midi de dimanche — vers 3 heures exactement — que M. Ribot eut une entrevue avec la délégation socialiste. A la suite de cette entrevue, M. Albert Thomas fit connaître à M. Ribot qu'il ne pouvait entrer dans la nouvelle combinaison.

Un peu plus tard, M. Ribot apprit à ses collaborateurs éventuels qu'aucun concours socialiste n'était plus acquis au cabinet.

Lorsque cette décision leur fut communiquée, elle apparut à M. Painlevé et à plusieurs des collaborateurs éventuels de M. Ribot comme modifiant profondément la situation.

M. Painlevé se rendit auprès de M. Albert Thomas, pour essayer de le faire revenir sur sa détermination.

M. Albert Thomas déclara à M. Painlevé qu'il ne pouvait que maintenir sa décision. Cette décision, d'ailleurs, il alla la renouveler à M. Ribot.

C'est à la suite du refus de M. Albert Thomas que M. Painlevé fit connaître, à son tour, à M. Ribot, qu'il ne pouvait entrer dans une combinaison sans le concours des socialistes.

L'ANÉMIE
est votre ennemie
Les
Pilules Pink
sont les ennemies
de l'ANÉMIE

Bourse de Paris du 10 septembre 1917

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour	VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
PARQUET					
5 0/0 non libéré	88 95	88 95	101. Fono. 1895	345	342
5 0/0 libéré	88 95	88 95	101. Fono. 1896	345	342
3 0/0 amort.	70 15	70 25	101. Fono. 1897	345	342
3 0/0 libéré	62 30	62 40	101. Fono. 1898	345	342
3 1/2	89	89	101. Fono. 1899	345	342
Turc 1890	335	335	101. Fono. 1900	345	342
Afrique Occident.	380	380	101. Fono. 1901	345	342
1895	572	570	101. Fono. 1902	345	342
1897	379	380	101. Fono. 1903	345	342
1898	264	264	101. Fono. 1904	345	342
1899	311	311	101. Fono. 1905	345	342
1900	291	290	101. Fono. 1906	345	342
1901 3/4	287	288	101. Fono. 1907	345	342
1902 3/4	283	284	101. Fono. 1908	345	342
1903 3/4	497	497	101. Fono. 1909	345	342
1904 3/4	63	63	101. Fono. 1910	345	342
1905 3/4	56 50	56 50	101. Fono. 1911	345	342
1906 3/4	58	58	101. Fono. 1912	345	342
1907 3/4	45 50	45 50	101. Fono. 1913	345	342
1908 3/4	105 50	105 50	101. Fono. 1914	345	342
1909 3/4	65 20	65 20	101. Fono. 1915	345	342
1910 3/4	61	61	101. Fono. 1916	345	342
1911 3/4	408	408	101. Fono. 1917	345	342
1912 3/4	484	488	101. Fono. 1918	345	342
1913 3/4	87 75	87 75	101. Fono. 1919	345	342
1914 3/4	5270	5270	101. Fono. 1920	345	342
1915 3/4	776	776	101. Fono. 1921	345	342
1916 3/4	1165	1150	101. Fono. 1922	345	342
1917 3/4	440	440	101. Fono. 1923	345	342
1918 3/4	308	308	101. Fono. 1924	345	342
1919 3/4	335	335	101. Fono. 1925	345	342
1920 3/4	196 50	196 50	101. Fono. 1926	345	342
1921 3/4	476 50	476 50	101. Fono. 1927	345	342
1922 3/4	322	322	101. Fono. 1928	345	342
1923 3/4	340	340	101. Fono. 1929	345	342

METALLS A LONDRES. — La teneur de 1.016 kilos : Cuivre Chili, disponible, 120 ; livrable 3 mois, 119 1/2 ; Electrolytique, 135 ; Etain, comptant, 241 ; livrable 3 mois, 241 ; Plomb anglais, 30 1/2 ; Zinc, comptant, 54 ; Argent (l'once), 48 1/2.

LAIT CONDENSÉ FARINE LACTÉE
NESTLÉ
En Vente chez les Pharmaciens, Epiciers, Herboristes
LA MARQUE PRÉFÉRÉE

L'EMPEREUR D'AUTRICHE SUR LE FRONT DE L'ISONZO

THÉÂTRES

LES COURS

— Le lieutenant lord Burghersh est l'hôte de LL. MM. le roi et la reine d'Angleterre au château de Windsor.

CORPS DIPLOMATIQUE

— S. Exc. l'ambassadeur des Etats-Unis et Mrs Nelson Page sont de retour à Rome.
— Sir John Newell Jordan, ministre de Grande-Bretagne en Chine, a quitté Londres pour retourner à Pékin.

INFORMATIONS

— Le duc de Montpensier, frère cadet du duc d'Orléans, est arrivé à Vichy pour y faire une cure.

Y sont également en ce moment : duchesse de Noailles, le maître Camille Saint-Saëns, comtesse de La Jonquière, comtesse de La Barre, vicomtesse de La Villette, comte de Saint-Genys, comtesse de Calmels, comtesse de Poligny, Mme José-Maria de Heredia, comte René de La Faye, Mme Auguez de Montalant, Mme René Doumic, vicomte et Mlle de Sartiges, M. F. de Calmels, etc., etc.

NAISSANCES

— Mme de La Fouchardière vient de mettre au monde, au château de Fontfremée, une fille appelée Jehanne.

— Mme Henri de Soos a donné le jour à un fils : Bernard.

— Mme Huet, née de Rozière, a mis au monde une fille : Geneviève.

MARIAGES

— Le mariage de M. André Terlinde, capitaine commandant au 6^e régiment d'artillerie belge, décoré de la Légion d'honneur et de la croix de guerre, fils de M. Terlinde, procureur général près la Cour de cassation de Belgique, et de Mme Terlinde, décédée, avec Mlle Hainguerlot, fille de feu le baron Hainguerlot et de la baronne, née d'Adhémar, a été célébré ces jours derniers en l'église de La Membrolle, en Indre-et-Loire.

Les témoins du marié étaient : M. Jacques Terlinde, capitaine commandant à l'état-major de la 6^e brigade d'artillerie, son frère, et le baron Gaston de Béthune, capitaine chef au service topographique de l'armée belge, son beau-frère ; pour la mariée, le baron Arthur Hainguerlot et le baron de Langlade, ses oncles.

— De Londres on annonce les fiançailles de lord Rodney, lieutenant aux Scots Greys, avec miss Majorie Lancelot-Lowther, fille du capitaine Hon. Lancelot et de Mrs Lowther.

DEUILS

— Hier ont été célébrées, en l'église Saint-Louis d'Antin, les obsèques du colonel d'artillerie Chauchat, inspecteur à la fabrique de munitions de l'armement.

Le deuil était conduit par les deux fils du défunt et par MM. Maurice Firmin-Didot et Robert Le Bret, ses beaux-frères.

M. Paintevé était représenté par un officier d'ordonnance, et M. Albert Thomas par le commandant Gavard.

Dans l'assistance : M. Lahovary, ministre de Roumanie ; M. Loucheur, colonel comte Ignatieff, attaché militaire à l'ambassade de Russie ; Mme G. Firmin-Didot, colonel, Mme et Mlle Le Bret, baron Girod de l'Ain, Mme Hachette, M. Saint-Vel, commandant et comtesse de Maugué, vicomte et vicomtesse de Revières de Mauny, M. A. Védines, baron et baronne Pierre de Sancy de Roland, Mme J. Noblenaire, M. Lemerrier, secrétaire général de la Compagnie de l'Est ; colonel Chaillot, M. d'Antin, baron de Serlay, Mme A. Bacot, M. et Mme Froment-Meurice, MM. G. et H. Roland-Gosselin, etc., etc.

Nous apprenons la mort :

De M. Francis Guérin, conseiller général de la Loire-Inférieure ;

De M. Frédéric de Bourgogne, décédé à Lamarche (Vosges). Il avait épousé Mlle Pelguin de Thelva et laisse deux filles ;

De M. Ruault, conseiller général des Côtes-du-Nord ;

De M. Charles Lefebvre, professeur au Conservatoire de musique, qui a succombé à Aix-les-Bains ;

De Mme Marcel Demonts, femme de l'ancien président de l'Ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.

BIENFAISANCE

— Le comité de l'Ami du Soldat se propose d'offrir gratuitement et sans frais aucun pour le destinataire un trousseau neuf, d'une valeur de 100 francs environ, au plus grand nombre possible de soldats de l'avant et de prisonniers de guerre reconnus sans ressources et sans famille, habitant un pays dévasté ou détruit pendant les hostilités. Ce trousseau sera remis aussitôt après la démobilisation et la libération. On est prié d'adresser les offres au secrétaire général de l'œuvre, 17, rue Marguerite, Paris.

Prière d'adresser les avis de Naissances, Mariages, Décès, etc., à l'Office des Publications, 24, boulevard Poissonnière. Téléphone Central 52-11. Bureaux : 9 à 6 heures ; dimanches et fêtes, 11 à 12 heures, 5 à 6 heures. Prix spéciaux consentis à nos abonnés.

Les envois aux prisonniers

Le ministère des Affaires étrangères communique la note suivante :

Le transport des envois destinés aux prisonniers français en Allemagne, qui avait été pendant quelques jours interrompu, a repris son cours régulier et fonctionne à nouveau normalement.

Un vieux couvent s'écroule

PAMIER, 10 septembre. — Le vieux couvent de Sainte-Ursule, de Pamiers, communément appelé dans le pays « La Cour des Miracles », s'est écroulé subitement ce matin, brayant sous ses décombres une femme de soixante ans.

Des militaires travaillaient au déblaiement des ruines sous lesquelles on craint qu'il n'y ait d'autres victimes.

A VENDRE la prop. 900 bout. vin rge Bordeaux 4906 Graves. Ecr. JEAN, 69, r. Kater, Bordeaux.

A L'OLIVIER ROMAIN. Huile d'Olive gar. pure : l'estragon 38 fr. ; extra-vierge 40 fr. franco contre rembour. A. Carrier, 3, passage Ribet, Tunis.

ACCUMULATEUR POL pour lampe poche se recharge plus de 100 fois. Une charge donne même durée éclairage continu que 6 piles sèches. Notice franco. — CRISTEL, ingénieur, Rouen.

FORCES INCONNUES Avec la RAYONNANTE, expédie à l'essai, vous pouvez soumettre une personne à votre volonté, même à distance. Dem. à M. STEFAN, 92, St-Marc, Paris ou livre N° 37. GRATIS.



CHARLES I^{er}, QUE L'ON VOIT ICI A GAUCHE, EXAMINE LES POSITIONS ITALIENNES Quelques jours après que fut déclenchée l'offensive italienne, l'empereur Charles I^{er} se rendit sur le front de l'Isonzo où il assista à la défaite et à la retraite de ses troupes. Il se trouvait en effet avec une de ses armées quand l'infanterie de nos alliés, dans un élan irrésistible, s'empara du Monte Santo.

B L O C - N O T E S

J'ai souvent entendu dire que, pour un vrai fumeur, fumer moins est quelque chose d'infinitement plus douloureux que de ne plus fumer du tout. Se surveiller soi-même, se rationner, s'interdire de porter la main sur une cigarette qui vous tente, — voilà, paraît-il, le supplice. Si cela est vrai, quelle admiration ne devons-nous pas à l'homme sans argent qui, pouvant disposer d'un trésor, n'en retient que ce qui est strictement nécessaire à ses besoins, et repousse le reste !

Il est vrai que ce sage merveilleux est généralement un voleur... Et alors l'admiration devient difficile.

C'est pourquoi je me sens un peu troublée en lisant l'histoire du sac de la duchesse de Noailles.

Ce sac contenait deux cent mille francs de bijoux, plus une somme de cinq mille francs en billets de banque. La duchesse, l'ayant posé sur le comptoir d'un magasin où elle faisait quelques emplettes, ne l'y retrouva plus. La police se mit en campagne, et, depuis plusieurs mois, elle cherchait le voleur, qui demeurait, tout aussi bien que le sac, introuvable.

Il est enfin trouvé ! Le voleur ? Non. Le sac. Et c'est le voleur qui l'a rendu.

Cet inconnu (qu'on aimerait tant à connaître !) était un homme qui avait besoin de 2.800 francs. Il les cherche donc. Une femme élégante pose un sac à portée de sa main. Il le dérober et rentre chez lui. Les 200.000 francs de bijoux, il les écarte. Pourquoi s'embarrasser de cette richesse inutile ? Les billets de banque, c'est une autre affaire... Il lui faut 2.800 francs ; les voici. Il se ferait scrupule d'en garder davantage.

Et c'est ainsi que la duchesse de Noailles (dont l'honnête filou s'était procuré l'adresse) recevait, il y a deux jours, à son domicile, un petit colis dans lequel il y avait son sac, tous ses bijoux intacts et 2.200 francs en billets de banque.

Cette histoire d'« aimable voleur » m'en rappelle une autre, que me conta naguère un homme charmant, M. Billotte, qui était, à cette époque, secrétaire général de la Banque de France. L'inconnu, sur lequel la Banque cherchait, depuis des années, sans y réussir, à mettre la main, était un faux monnayeur. Mais un sage aussi. Un voleur qui n'avait besoin que de 5.000 francs par an pour être heureux. Il fabriquait donc des billets de mille qui étaient d'une exécution presque irréprochable (mais qu'on avait fini par reconnaître tout de même), et, discrètement, il en faisait passer cinq, chaque année, dans la circulation. Cinq... jamais un de plus. La Banque gâtait ces billets pour les supprimer au fur et à mesure qu'ils lui tombaient sous la main ; et cela dura des années.

Puis, les faux billets ne se montrèrent plus. L'inconnu était mort ; ou, peut-être, avait-il hérité M. Billotte, en me contant cette histoire, ajoutait gaiement :

— En somme, nous avons gardé de ce criminel un assez bon souvenir. Il aurait pu nous gêner davantage...

SONIA.

La fin des comités secrets

Nous voici bientôt à la veille de la rentrée des Chambres. Fait curieux : il n'est pas question de comité secret ; aucune demande d'interpellation pouvant nécessiter un débat à huis clos n'est déposée. Mieux que cela, les rares députés qui se sont toujours opposés à ces sortes de délibérations nous disent :

— Si un comité secret était proposé, il y aurait maintenant plus de cinq cents voix pour le repousser...

Pourquoi cela, quand on se souvient de l'explosion de colère que souleva, le 14 mars 1917, une simple phrase du gé-

ral Lyautey, sur les risques auxquels pouvait être exposée la défense nationale du fait de la production, même en comité secret, de certains renseignements d'ordre technique ?

Est-ce l'affirmation du chancelier allemand, déclarant au Reichstag qu'il était au courant des détails de leurs débats secrets, qui rend les députés plus prudents ?

Une « première » ratée

C'était hier lundi la date fixée par la direction des fonds au ministère des Finances pour la mise en circulation des nouvelles pièces de nickel.

L'aspect de ces dernières, frappées d'après le type de la pièce de cinq sous de 1914 et perforées, est déjà connu. Il nous tardait néanmoins d'en rencontrer au hasard des transactions. Mais impossible d'en trouver une seule.

Ont-elles déjà été « ratées » par l'armée des collectionneurs ? Ou le ministère des Finances a-t-il différé, sans en prévenir le public, leur mise en circulation ?

Toujours est-il que la « première » annoncée hier a plutôt ressemblé à un four.

L'utilisation des compétences

Une auto s'arrête devant une boulangerie d'un quartier populaire. Un monsieur en descend et pénètre dans la boutique. C'est le vérificateur des farines. Car des fonctionnaires spéciaux sont chargés maintenant de vérifier les farines employées par les boulangers.

Mais un ouvrier qui garnit les rayons de pains s'arrête, étonné, et interpelle le nouveau venu :

— Comment, tu vérifies les farines, maintenant ! Tu as donc changé de métier ? Autrefois tu étais tondeur de chiens à Belleville !

Interloqué, le vérificateur balbutie quelques mots et, déclarant que tout va bien, fait mine de se retirer.

L'ouvrier boulangier l'arrête :

— Tu vas bien me servir la main ! Ce n'est pas parce que tu es monté en grade qu'il faut écraser les anciens copains !

« GLOIREUSE INCERTITUDE... »

Ce sont de petites scènes familiales, particulières aux époques de crises ministérielles — et toutes d'actualité.

Ce soir-là, monsieur est arrivé en retard chez lui. Entrant en coup de vent dans la salle à manger où on l'attend pour se mettre à table, il arrête le reproche prêt à tomber des lèvres de madame :

— Nous sommes ministre ! dit-il simplement.

Enfin ! soupire madame, subitement rayonnante.

Mademoiselle regarde papa avec admiration. Le jeune héritier de la future Excellence — dix-sept ans — a un mot :

— Chouette ! On va avoir des billets de théâtre.

En dinant, monsieur raconte son après-midi. On est venu le chercher à la Chambre de la part du futur président du Conseil. Celui-ci a fait appel à son amitié, à son dévouement à la République et lui a demandé d'entrer dans la combinaison. Il a accepté.

Quel portefeuille ? Il ne le sait encore. Cela se décidera dans la soirée. Mais ce qu'il sait, c'est qu'il en sera.

Sous les regards admiratifs de la bonne, qui ne perd pas un mot de la conversation, on fait des projets. Les préférences de madame iraient aux Affaires étrangères, quai d'Orsay ; à la Marine, rue Royale ; aux Finances, au Louvre, où les appartements ministériels sont somptueux. Mais monsieur ne peut prétendre encore qu'à un portefeuille de seconde zone ; on ne peut donc espérer que la rue de Grenelle ou la rue de Varenne. Au fait, ce sera toujours le faubourg Saint-Germain.

Madame s'inquiète aussi de savoir si elle pourra faire usage, pour ses courses et ses visites, de l'auto ministérielle avec chauffeur à cocarde. Puis elle annonce :

— J'aurai quelques robes et quelques cha-

peaux à commander. Je n'ai plus rien à me mettre.

Et, cette fois, monsieur ne proteste pas.

Le dîner achevé, le futur ministre s'en va à la première réunion des nouveaux ministres. Sur le seuil de sa loge, le concierge, qui a déjà appris la nouvelle, le salue avec toute la considération due à un personnage qui va diriger les affaires de l'Etat.

Onze heures du soir. Monsieur rentre. Le salon est éclairé. Toute la famille est là, dans l'attente.

— Eh bien ! demande madame. Où allons-nous ?

— Nulle part, bougonne monsieur.

Et il ajoute, en homme qui a fréquenté les champs de courses :

— La combinaison est dans les choux...

— Pas même sous-secrétaire d'Etat ?

— Tout est à recommencer. X... a renoncé à former le nouveau cabinet. Nous sommes victimes d'une manœuvre inqualifiable.

Alors madame, qui voit s'évanouir toilettes, chapeaux, appartements ministériels, chauffeur à cocarde, a ce mot :

— C'était trop beau pour être vrai !

Et elle ajoute, avec un regard de commisération profonde à l'adresse du malheureux :

— Toi ministre ! mon pauvre ami... Mais tu étais le seul à le croire. — LÉOPOLD BLOND.

Le goût de 1917

Devant la devanture d'un marchand de tableaux proche de la rue Royale, les passants s'arrêtent volontiers avant-hier.

Quelle peinture attirait leur attention ? Une aquarelle représentant une villa aux volets clos, dont la véranda est envahie par une superbe glycine. Doucement ensoleillée, cette villa semble paisible, presque abandonnée...

Sous le tableau, une inscription : « Villa du général Joffre à Auteuil, Septembre 1914. »

Exposé le matin, le tableau était vendu l'après-midi, et vendu fort cher. Il est probable que, devant cette manifestation du goût de 1917, les peintres montmartrois prendront, avec leur palette, le chemin de telle ou telle maison de Paris ou des environs qui eut l'honneur d'abriter un de nos grands chefs.

Et on ne voit pas pourquoi la peinture y perdrait.

Les loyers de M. Cochon

Les propriétaires — cela se conçoit — n'ont jamais eu pour M. Cochon ni pour sa Fédération des locataires une sympathie excessive. Aussi refusaient-ils naguère, avec ensemble, de leur louer le moindre local.

Cochon a plus d'un tour dans son sac ; il l'a montré. Il usa donc d'un stratagème.

En 1913, il fit louer par un de ses amis, M. Roux, un appartement 16, rue des Martyrs, pour y installer sa Fédération.

Naturellement, les loyers ne furent pas payés. Aussi Mlle Legerot, usufructière des revenus de l'immeuble, réclamait-elle hier, devant la justice de paix du IX^e arrondissement, le paiement de quinze termes impayés, soit 3.811 fr. 80, somme qu'elle doit employer pour des œuvres charitables.

Et le juge l'a autorisée à poursuivre M. Roux qui, locataire de nom, ne peut invoquer le moratorium.

M. Roux, qui est, paraît-il, brouillé avec Cochon, doit maintenant regretter son obligeance envers son ancien ami.

LE PONT DES ARTS

On nous annonce pour cet hiver, du 15 novembre au 15 février, une série de matinales littéraires et musicales, au Vieux-Colombier. MM. André Gide, Léon-Paul Fargue, Jules Romains, Guillaume Apollinaire, Viète-Griffin, Joseph Bédier, Paul Desjardins ont déjà promis leur concours.

Les journaux de Madrid annoncent la mort, à Tortosa, du Pere Juan Mir, membre de la Compagnie de Jésus. Le Pere Mir, qui était âgé de 77 ans, laisse un nom très estimé dans le monde littéraire.

LE VEILLEUR.

Réjane. — Ce soir, à 8 h. 30, *Une Revue chez Réjane*, dont le succès à la répétition générale et à la première a été triomphal.

Grand-Guignol. — Cette scène reprend ses matinées du mercredi à la place de celles du samedi.

Ce soir :

Comédie-Française, 8 h. 30, *Le Marquis de Priola*.

Opéra-Comique, jeudi, 7 h. 45, *Mireille*.

Odéon, 7 h. 30, *La Vie de Bohème*.

Bouffes-Parisiens, 8 h. 30, *L'illusionniste* (Sacha Guitry).

Variétés, 8 h. 15, *La Femme de son mari*.

Gymnase, 8 h. 45, *Les Deux Vestales*.

Vaudeville, 8 h. 30, *La Revue*.

Châtelet, 8 h., *Le Tour du Monde en 80 jours*.

Mardi, mercredi, samedi et dimanche (matinée samedi et dimanche).

Palais-Royal, 8 h. 30, *Madame et son filleul*.

Ambigu, 8 h. 30, *Le Maître de forges*.

Antoine, 8 h. 25, *M. Bourdin*, professeur.

Réjane, 8 h. 30, *Une revue chez Réjane*.

Renaissance, 8 h. 30, *Vous n'avez rien à déclarer ?*

Porte-Saint-Martin, 8 h., *Le Chemineau*.

Cluny, 8 h. 30, *Le Trombone de madame*.

Edouard-VII, 8 h. 45, *La Folle Nuit ou le Dénouement*.

Femina, 8 h., *Sappho*.

Grand-Guignol, 8 h. 30, *Tout ça la Petite Maud*.

Scala, 8 h. 30, *Le Sursis*.

MUSIC-HALLS

Olympia, tous les soirs, Mat. vendredi et dim.

L'Affaire du Chèque

Marion chez le capitaine Bouchardon

Les auditions des témoins et les interro-

gatoires des inculpés se succèdent chez le

capitaine rapporteur Bouchardon.

Hier matin, l'officier instructeur a entendu trois témoins qui auraient, dit-on, rapporté des faits graves et précis à la charge de Marion. Aussi, l'après-midi, a-t-il fait venir à son cabinet cet inculpé.

L'interrogatoire, commencé à deux heures, n'a pris fin qu'à cinq heures et demie. Qu'a-t-il donné ?

Bornons-nous à enregistrer que Marion nous a paru, au sortir du cabinet du capitaine rapporteur, être très déprimé.

L'information sur les circonstances de la mort d'Almeyerda n'est pas encore close.

M. Paul Morel, que nous avons vu au Palais, se proposait de demander au magistrat instructeur communication des derniers interrogatoires du gardien Hénin et des détenus Bernard et Goldstein.

L'avocat de la partie civile voulait aussi solliciter du juge une enquête sur le détenu qui occupait la cellule 13, voisine de celle d'Almeyerda. Or, ce détenu aurait eu des velléités de suicide ; il faisait l'objet d'une surveillance très étroite, et il aurait déclaré avoir été réveillé au milieu de la nuit par un choc violent contre la cloison séparant les deux cellules, bruit tel qu'il aurait été perçu par le gardien de nuit, qui serait accouru s'enquérir auprès de ce détenu.

D'autre part, M. Paul Morel avait reçu une lettre d'un détenu de Fresnes lui disant : « Je sais tout et l'instruction n'est qu'un tissu de mensonges parce qu'on a empêché les témoins de parler. J'ai des révélations à vous faire. Venez lundi aux appels correctionnels. »

Le signataire n'était autre que Desvignes de Melappert, cet inventeur, chansonnier, qui, on s'en souvient, avait demandé la révo-

cation de M. Leydet, président de la dixième chambre correctionnelle, parce qu'il prétendait l'avoir rencontré aux soirées de Mme Steinhilf. Mais, par suite d'une soudaine indisposition, Desvignes de Melappert n'est pas venu hier au Palais.

L'« U-293 » à Cadix

CADIX, 10 septembre. — Le sous-marin allemand U-293 qui a été interné hier à l'arsenal de Carraca déplace 600 tonnes et a un équipage de trente hommes.

Bien que n'ayant aucune avarie, le sous-marin a été obligé de gagner le port par suite du manque d'huile pour le fonctionnement de ses machines.

L'autorité maritime a donné un ordre

défendant de s'approcher du sous-marin.

Le commandant de l'U-293, lieutenant de vaisseau von Mellenthin, et le lieutenant espagnol Barreda sont descendus à terre où les attendaient le consul d'Allemagne, M. Winter, et les autorités mallagaines de Cadix.

Après s'être entretenus, le lieutenant de vaisseau von Mellenthin et M. Winter sont allés rendre visite au général gouverneur, avec qui ils ont échangé des salutations.

Le commandant du sous-marin, âgé de vingt-six ans, est décoré de la croix de fer.

Les autorités espagnoles ont visité le sous-marin, qui, du même type que l'U-53 et peint en couleur gris, restera interné jusqu'à la fin des hostilités.

Après s'être entretenus, le lieutenant de vaisseau von Mellenthin et M. Winter sont allés rendre visite au général gouverneur, avec qui ils ont échangé des salutations.

Le commandant du sous-marin, âgé de vingt-six ans, est décoré de la croix de fer.

Les autorités espagnoles ont visité le sous-marin, qui, du même type que l'U-53 et peint en couleur gris, restera interné jusqu'à la fin des hostilités.

Après s'être entretenus, le lieutenant de vaisseau von Mellenthin et M. Winter sont allés rendre visite au général gouverneur, avec qui ils ont échangé des salutations.

Le commandant du sous-marin, âgé de vingt-six ans, est décoré de la croix de fer.

Les autorités espagnoles ont visité le sous-marin, qui, du même type que l'U-53 et peint en couleur gris, restera interné jusqu'à la fin des hostilités.

Après s'être entretenus, le lieutenant de vaisseau von Mellenthin et M. Winter sont allés rendre visite au général gouverneur, avec qui ils ont échangé des salutations.

Le commandant du sous-marin, âgé de vingt-six ans, est décoré de la croix de fer.

Les autorités espagnoles ont visité le sous-marin, qui, du même type que l'U-5